

ÉCOLE DOCTORALE MSTIC

Université Paris- Est

Règlement Intérieur

Préambule : ce projet de règlement précise les modalités de fonctionnement particulières à l'ED MSTIC, dans le respect strict de l'arrêté du 25 mai 2016 relatif à la formation doctorale (reproduit à la fin de ce document).

1. Organisation de l'ED

Les structures assurant la gouvernance de l'ED sont décrites ci-après.

1.1 Le conseil de l'Ecole Doctorale

Le conseil de l'école doctorale se réunit trois fois par an : au début du premier trimestre et au mois de juin à Champs sur Marne, en septembre à Créteil. Il prend les décisions d'orientation des activités de l'ED et en contrôle l'exécution. Il constitue en son sein les commissions d'audition des candidats à une première inscription.

Il est composé de membres titulaires, des membres du bureau de l'ED et de membres invités, permettant une représentation de toutes les unités de recherche de l'ED. Les votes du conseil sont précédés de votes indicatifs auxquels participent les membres titulaires et les membres du bureau.

1.2 Le Bureau de l'Ecole Doctorale

Le bureau de l'école doctorale est composé d'un responsable administratif, du directeur de l'ED et de trois directeurs-adjoints. Le directeur et les directeurs-adjoints représentent l'ED au sein de l'ENPC, l'ESIEE, l'UPEC et l'UPEM. Le bureau est l'organe exécutif de l'ED, et il assure les prises de décisions courantes par délégation du conseil de l'ED (inscription, réinscription, affectation des ressources). Il se prononce sur l'autorisation de soutenance au vu des rapports de thèse. Les directeurs-adjoints ont délégation de signature pour l'ensemble des documents nécessitant la signature du directeur de l'ED.

Les membres du bureau participent aux votes indicatifs du conseil de l'ED.

1.3 La commission des thèses

Pour chaque demande d'autorisation de soutenance, la commission des thèses est consultée par voie de courrier électronique sur le choix des rapporteurs et donne son accord sur l'envoi du mémoire à ceux-ci. Elle est composée des membres HDR des laboratoires de l'ED, volontaires pour effectuer ce travail. Sauf impossibilité, deux membres de la commission des thèses sont sollicités en particulier pour donner un avis plus approfondi sur chacun des dossiers de soutenance.

2 Modalités d'inscription en première année de thèse et de réinscription dans les années suivantes

2.1 Conditions pour une inscription en première année de thèse

Les conditions suivantes, portant sur le candidat, le sujet, le directeur de thèse, le laboratoire et les ressources sont requises pour une autorisation d'inscription en première année de thèse :

- Le directeur de thèse s'engage sur la possibilité pour un doctorant à temps plein de développer en 3 ans, à partir des pistes ouvertes par le sujet de thèse initial, des travaux dont la valeur suffira à soutenir un doctorat reconnu dans la communauté professionnelle (académique, industrielle, publique, etc.) vers laquelle le doctorant peut envisager de se tourner. Le directeur de thèse doit être habilité à diriger des recherches, et relever d'un des laboratoires de l'école doctorale (l'ED n'inscrit pas de doctorant se présentant dans un autre cadre). Un chercheur de l'ED ne peut pas diriger plus de quatre thèses.

- Le candidat à une inscription en doctorat doit être titulaire d'un master (ou d'un diplôme donnant le grade de master), et son CV doit comporter une expérience d'étude ou de recherche (cas des étudiants issus des masters « recherche », ou ayant fait un stage ou réalisé un projet ayant confronté l'étudiant à la recherche). Une équivalence de diplôme peut également être délivrée (en particulier dans le cas d'étudiants ayant fait leurs études hors du système universitaire français), sur examen du dossier par le bureau de l'ED.

- Une audition du candidat est demandée par l'ED dans les cas suivants :

- ✓ dans le cas du financement de la thèse par contrat doctoral

- ✓ dans le cas d'une thèse en cotutelle (si le dossier est constitué à la date du conseil de juin)

- ✓ dans des cas de candidats n'ayant fait l'objet d'aucune procédure sélective, et pour lesquels il semble nécessaire de valider des éléments de dossier.

Cette audition (qui peut utiliser des moyens électroniques lorsque la venue du candidat devant la commission est matériellement difficile ou impossible) a lieu principalement au mois de juin qui précède la première année universitaire d'inscription en thèse. Elle est conduite par un comité extrait du conseil de l'ED, et contribue à la sélection du candidat par le directeur de thèse, le directeur de laboratoire, l'établissement dans lequel s'effectuera la thèse, et l'ED.

- L'acceptation du candidat doit être validée par la signature sur le dossier de candidature du directeur de thèse et du directeur du laboratoire concerné.

La charte du doctorat, signée par le doctorant, le directeur de thèse, le directeur de laboratoire et le directeur de l'ED, constitue alors un engagement réciproque à mener la thèse dans une durée de 3 ans lorsque le doctorant est à temps plein, chacune des parties s'engageant à mettre en œuvre, en ce qui la concerne, les moyens (temps consacré à la thèse, locaux, disponibilité, moyens matériels) adaptés à la réussite de la thèse.

La charte de déontologie qui explicite les critères d'une démarche scientifique rigoureuse et intègre est également signée par le doctorant, le directeur de thèse, le directeur de laboratoire et le directeur de l'ED.

- Un candidat dont les ressources proviennent d'une activité salariée peut être accepté en thèse sous la réserve que cette activité est compatible avec l'accomplissement des travaux en six années au plus.

- Le statut du doctorant au sein du laboratoire est celui de chercheur en formation. Sa rémunération doit être garantie à un niveau fixé par le conseil de l'ED pour lui permettre de se consacrer à ses travaux de recherche sur une période de trois années dans le cas d'un temps plein. La lettre d'acceptation précisant les conditions de financement devra être jointe au dossier.

- Dans le cas d'une thèse en cotutelle, le projet de convention de cotutelle doit figurer dans le dossier d'inscription. Cette convention doit mentionner les périodes prévues au sein de chacune des deux universités, ainsi que les ressources financières permettant au doctorant de voyager et de séjourner dans chacune des universités (ces frais ne sont pas à la charge de l'ED). La durée minimale de séjour en France dans le cadre d'une thèse en cotutelle est d'au moins 9 mois à répartir sur les 3 années de la thèse.

2.2 Suivi de la thèse, et réinscription en seconde ou troisième année

L'avancement de la thèse fait l'objet d'un suivi, dont la responsabilité revient en premier lieu au directeur de la thèse.

Conformément à l'arrêté du 25 mai 2016, l'ED met en place le comité de suivi individuel.

La composition minimale est fixée à deux membres titulaires de l'HDR dont un extérieur à l'équipe de recherche mais pas nécessairement au laboratoire et un extérieur à UPE.

Les membres du comité de suivi n'ont pas vocation à faire partie du jury de thèse.

Le dispositif démarre et concerne les doctorants inscrits en année 1, à partir de l'année universitaire 2016/2017.

Le doctorant doit saisir dans la base de données ADUM, tout au long de son doctorat, toutes les informations permettant d'effectuer le suivi et de tirer le bilan des compétences acquises au cours du doctorat. En particulier, il doit saisir lors de chaque demande de réinscription :

- Les formations scientifiques suivies pendant l'année écoulée. Un minimum de 7 ECTS ou 70 heures sur les trois années est exigé (un allègement est prévu pour le cas des thèses en cotutelle et des contrats doctoraux avec mission d'enseignement, comme indiqué ci-après). Les cours peuvent être choisis parmi ceux qui sont spécifiquement proposés pour la formation doctorale, et parmi les cours de master du site ou de sites voisins. Dans certains cas, des écoles d'été ou des manifestations similaires seront comptées comme formation doctorale. Pour les doctorants en place dans des entreprises ou des organismes de recherche, les formations qui y sont proposées pourront entrer dans le cadre de cette formation scientifique.

- Les formations en vue de l'insertion professionnelle suivies pendant l'année écoulée. Un minimum de 3 ECTS ou 30 heures sur les trois années est exigé (formation en langues, "doctoriales", "nouveau chapitre de la thèse",...), sauf dans le cas d'un contrat doctoral avec mission d'enseignement, comme indiqué ci-après.

- Les activités de communication scientifique dans l'année écoulée (communications orales, posters, articles soumis, publiés, rapports de recherche).

- Une évaluation de l'avancement de la thèse.

Dans le cas d'un contrat doctoral comprenant une mission d'enseignement, le doctorant doit suivre 60 heures de formation pédagogique. Il n'est alors demandé aucune formation supplémentaire en vue de l'insertion professionnelle, et la formation scientifique exigée est ramenée à 6 ECTS ou 60 heures sur les trois années.

La demande de réinscription en 2ème année doit être validée par le directeur de thèse, et fait alors l'objet d'une validation par le conseil de l'ED qui se réunit en septembre. Le comité de suivi sera sollicité si le doctorant en fait la demande ou bien si le directeur de thèse envisage l'arrêt de la thèse.

Le comité de suivi interviendra obligatoirement au moment de valider les réinscriptions en année 3. L'ED fournit la fiche à remplir par le comité de suivi lorsqu'il rencontre le doctorant. Il est prévu que cette fiche soit téléchargeable sur Adum par le doctorant. La première page présente le cadre de la thèse : le nom du doctorant, l'année d'inscription, l'ED, l'Unité de Recherche, le(s) directeur(s) de thèse, l'encadrant et le sujet. La seconde page indique la composition du comité de suivi, son évaluation de la progression du projet et son appréciation générale, ses recommandations pour l'année à venir, son avis favorable ou défavorable à la poursuite de la thèse et un argumentaire en cas d'avis défavorable. Elle est signée par les membres du comité de suivi. En page 3, le doctorant dispose d'un espace pour faire des commentaires et remarques avant de signer. La fiche est contresignée par le directeur de thèse, le responsable de laboratoire et le directeur de l'Éd.

L'ED confirme aux responsables de laboratoire le planning de retour des fiches pour les réinscriptions en 3^{ème} année, les laboratoires se chargeant d'organiser les rencontres des doctorants avec leur comité de suivi individuel.

2.3 Réinscription au delà de la troisième année de thèse

Pour un doctorant à temps plein, la durée normale prévue pour une thèse est de trois années. En cas d'impossibilité d'une soutenance dans les délais, une dérogation pour réinscription en quatrième année est demandée par le doctorant, à partir d'un formulaire dans lequel différentes informations doivent être fournies (difficultés rencontrées, état de la rédaction du mémoire, calendrier prévisionnel,...). Le laboratoire organise ensuite une réunion du comité de suivi individuel du doctorant pour formuler un avis sur la réinscription. Le directeur de thèse doit enfin valider l'inscription et s'engager personnellement à ce que la soutenance ait lieu dans l'année.

Au-delà, une inscription ne peut être envisagée à titre exceptionnel que sur présentation de l'ensemble des travaux effectués, et fera l'objet d'une nouvelle réunion du comité de suivi individuel.

Pour les doctorants à temps partiel, les réinscriptions au delà de la sixième année sont dérogatoires. Les procédures dérogatoires d'inscription en septième année suivent un schéma identique à celui proposé pour les doctorants à temps plein à partir de la cinquième année.

3. Soutenance de thèse et délivrance du doctorat

L'ensemble des modalités de soutenance est soumis à l'arrêté du 25 mai 2016 relatif à la formation doctorale. Les thèses peuvent être rédigées et soutenues en anglais ; dans ce cas, le mémoire doit comprendre un résumé étendu en français.

Les études doctorales s'achèvent à la soutenance de la thèse. Cette soutenance doit avoir lieu au sein d'un des établissements composant l'Université Paris-Est (sauf dispositions différentes expressément validées par l'École Doctorale, comme cela peut être prévu par une convention de thèse en cotutelle).

Si la date de soutenance a lieu l'année civile « n », le doctorant doit être inscrit dans l'école doctorale pour l'année universitaire « n-1 »- « n ».

3.1 Autorisation de soutenance

Le doctorant doit saisir les informations préalables à la soutenance sur la base de données ADUM, installer sur ADUM le pdf de sa thèse et fournir au responsable administratif de l'ED la proposition de jury (signée par le directeur de thèse, qui valide ainsi l'autorisation de soutenance).

La proposition du jury est d'abord examinée par le bureau de l'ED, qui vérifie en particulier la conformité aux textes précisant la qualité des rapporteurs et des membres du jury. Elles sont ensuite examinées par la commission des thèses de l'ED, qui a 7 jours pleins pour se prononcer.

En cas d'accord de la commission des thèses, la proposition de jury est soumise pour signature au département des Etudes doctorales d'Université Paris- Est, qui valide l'envoi d'un courriel de nomination aux rapporteurs.

Une durée normale de cinq semaines est proposée aux rapporteurs pour remettre leurs rapports. Si ceux-ci sont positifs, le jury est convoqué pour la date et le lieu prévus.

Le laboratoire dans lequel s'est effectuée la thèse est prioritairement concerné par la contribution aux frais de reproduction du mémoire et par la prise en charge des frais de déplacement des membres du jury.

3.2 Cas des thèses en cotutelle

La convention de cotutelle doit mentionner de manière précise le lieu et la langue de soutenance, les critères supplémentaires de nationalité (par rapport à l'arrêté du 25 mai 2016 relatif à la formation doctorale dont tous les articles s'appliquent dans le cas des thèses en cotutelle) pour les rapporteurs et les membres du jury, et la procédure de remboursement des frais de déplacement des membres du jury.

3.3 Délivrance du diplôme de doctorat

Le diplôme national de docteur est délivré, sans mention, par Université Paris-Est sur proposition conforme du jury. Sur le diplôme de docteur figurent le nom et le sceau de l'établissement ou des établissements qui délivrent le doctorat. Y figurent également le champ disciplinaire, le titre de la thèse ou l'intitulé des principaux travaux, le nom de l'école doctorale ainsi que les noms et titres des membres du jury et, le cas échéant, l'indication d'une cotutelle internationale de thèse.

Après la soutenance, le docteur dispose d'un délai de 3 mois pour :

- ✓ Installer sur Adum la version pdf définitive de sa thèse
- ✓ Transmettre à l'ED le formulaire signé du contrat de diffusion électronique de la thèse soutenue
- ✓ Actualiser sa nouvelle situation professionnelle sur Adum et les publications

4. Suivi après la thèse

Afin d'améliorer la connaissance du devenir des docteurs issus de l'ED, un suivi post- doctoral est mis en place. Tous les docteurs s'engagent à communiquer à l'ED pendant cinq ans après leur thèse, toutes les informations concernant leur devenir (stage post- doctoral, embauche en CDD ou CDI, réussite aux concours). La mise à jour de ces informations se fait via l'annuaire électronique au cours de l'enquête annuelle organisée par l'ED ou à tout moment de l'année dès que la situation du docteur change.

Un annuaire est mis en place via la base ADUM.

Arrêté du 25 mai 2016 relatif à la formation doctorale.

Le 31 août 2016

Arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat

NOR: MENS1611139A

Version consolidée au 1 septembre 2016

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-7, L. 613-3 à L. 613-5, L. 718-2, D. 613-1 à D. 613-7, D. 613-11 et D. 613-17 à D. 613-25 ;

Vu le code de la recherche, notamment ses articles L. 412-1 et L. 412-2 ;

Vu l'article L. 812-7 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 94-921 du 24 octobre 1994 portant création de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 99-318 du 20 avril 1999 portant création du Centre informatique national de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 avril 2016,

Arrête :

Article 1 (différé)

La formation doctorale est une formation à et par la recherche et une expérience professionnelle de recherche. Elle conduit à la production de connaissances nouvelles.

Elle comprend un travail personnel de recherche réalisé par le doctorant. Elle est complétée par des formations complémentaires validées par l'école doctorale. Elle porte sur des travaux d'intérêt scientifique, économique, social, technologique ou culturel. Elle est sanctionnée par la délivrance du diplôme national de doctorat. Le diplôme, délivré par un établissement public d'enseignement supérieur accrédité, confère à son titulaire le grade et le titre de docteur.

Le diplôme de doctorat peut s'obtenir dans le cadre de la formation initiale et de la formation tout au long de la vie. Les compétences spécifiques acquises au cours de cette formation permettent

d'exercer une activité professionnelle à l'issue du doctorat dans tous les domaines d'activités, dans le secteur public aussi bien que privé.

La formation doctorale est organisée au sein des écoles doctorales.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique scientifique de site, il peut être créé un collège doctoral afin d'organiser à ce niveau la politique doctorale, de contribuer à sa visibilité et à la mutualisation des activités des écoles doctorales. Dans ce cas, une ou plusieurs missions des écoles doctorales, telles que définies à l'article 3 du présent arrêté, après accord de chaque école doctorale, sont transférées au collège doctoral auquel ces écoles doctorales sont associées. Les modalités de fonctionnement de ce dernier sont fixées par les établissements dont relèvent les écoles doctorales, membres de ce collège.

Lorsque le travail de recherche est réalisé par le doctorant pour une partie dans une unité ou une équipe de recherche rattachée à l'école doctorale dans laquelle il est inscrit et, pour la partie complémentaire, dans un organisme du monde socio-économique ou culturel, non partie prenante de l'école doctorale, les conditions de l'alternance des périodes de travail et de celles de recherche font l'objet d'une convention.

Cette convention prévoit les modalités de formation, d'accompagnement matériel, pédagogique et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par le présent texte. Elle est signée par le doctorant, le président ou le directeur de l'établissement d'inscription du doctorant, et le responsable de l'entreprise ou de l'organisme partenaire de l'alternance.

Titre Ier : ÉCOLES DOCTORALES

Chapitre Ier : Principes

Article 2 (différé)

Sous la responsabilité des établissements accrédités, les écoles doctorales ou les collèges doctoraux organisent la formation des doctorants et les préparent à leur activité professionnelle à l'issue de la formation doctorale. Ils regroupent des unités et des équipes de recherche d'un ou de plusieurs établissements.

Une équipe de recherche participe à une seule école doctorale. Toutefois, à titre exceptionnel, une équipe de recherche appartenant à une école doctorale peut être rattachée à plusieurs écoles doctorales.

Le périmètre des écoles doctorales tient compte du périmètre des regroupements prévus par l'article L. 718-2 du code de l'éducation. Une école doctorale peut, le cas échéant, associer des unités ou des équipes de recherche relevant d'établissements n'appartenant pas au regroupement, après avis du conseil académique ou de l'organe en tenant lieu, de la communauté d'universités ou d'établissements, ou des établissements membres du regroupement.

Article 3 (différé)

Les écoles doctorales :

1° Mettent en œuvre une politique d'admission des doctorants en leur sein, fondée sur des critères

explicités et publics, informent les étudiants sur les conditions d'accès, les compétences requises, les financements susceptibles d'être obtenus, la nature, la qualité et les taux d'activité professionnelle après l'obtention du doctorat. Elles participent à la recherche des financements, en proposent l'attribution afin de permettre aux doctorants de préparer et de soutenir leur thèse dans les meilleures conditions ;

2° Organisent les échanges scientifiques entre doctorants et avec la communauté scientifique ; proposent aux doctorants des activités de formation favorisant l'interdisciplinarité et l'acquisition d'une culture scientifique élargie incluant la connaissance du cadre international de la recherche ;

3° Veillent à ce que chaque doctorant reçoive une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique ;

4° Assurent une démarche qualité de la formation en mettant notamment en place des comités de suivi individuel du doctorant et proposent aux encadrants du doctorant une formation ou un accompagnement spécifique ;

5° Définissent et mettent en œuvre des dispositifs d'appui à la poursuite du parcours professionnel après l'obtention du doctorat dans les secteurs public et privé et organisent en lien avec les services des établissements concernés le suivi des parcours professionnels des docteurs formés ;

6° Contribuent à une ouverture européenne et internationale, dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des établissements d'enseignement supérieur ou des centres de recherche étrangers ;

7° Formulent un avis sur les demandes de rattachement d'unités ou d'équipes de recherche.

Article 4 (différé)

Les écoles doctorales mettent en place des dispositifs spécifiques afin d'organiser une évaluation des cursus et des activités de formation qu'elles proposent, notamment au moyen d'enquêtes régulières auprès des doctorants. Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue du cursus, les résultats des évaluations font l'objet de présentations et de débats au sein du conseil de l'école doctorale. Ils sont transmis à la commission de la recherche du conseil académique ou de l'instance qui en tient lieu.

Article 5 (différé)

L'arrêté d'accréditation d'un établissement public d'enseignement supérieur emporte habilitation de ce dernier à délivrer le diplôme de doctorat dans les spécialités concernées, seul ou conjointement. Ce même arrêté mentionne, après évaluation périodique de chaque école doctorale, réalisée ou validée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, la liste des écoles doctorales autorisées à accueillir des doctorants en vue de leur formation doctorale, ainsi que le ou les champs disciplinaires concernés.

Des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de formation ou de recherche et des fondations de recherche peuvent participer à une école doctorale en accueillant des doctorants de cette école au sein d'unités ou d'équipes de recherche reconnues à la suite d'une évaluation menée par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par

d'autres instances dont il valide les procédures. Cette participation est soumise à l'approbation de la commission de la recherche du conseil académique de l'établissement de rattachement de l'école doctorale ou de l'instance en tenant lieu, après avis du conseil de l'école doctorale et sur proposition de son directeur.

La demande d'accréditation comprend, le cas échéant, les modalités de coopération entre l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics concourant à l'école doctorale, telles que définies par une ou plusieurs conventions, ainsi que la liste des équipes et unités de recherche relevant de cette école doctorale.

Afin de garantir la connaissance la plus large possible de l'offre de formation doctorale, un annuaire national des écoles doctorales est mis à jour annuellement par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Chapitre II : Organisation

Article 6 (différé)

L'école doctorale est dirigée par un directeur assisté d'un conseil.

Le directeur de l'école doctorale est choisi, en son sein, parmi ses membres habilités à diriger des recherches, parmi les professeurs et personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques, ou parmi les enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur, ou parmi les personnels des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de recherche et des fondations de recherche, habilités à diriger des recherches. Il est nommé pour la durée de l'accréditation. Son mandat peut être renouvelé une fois.

Lorsqu'une école doctorale relève d'un seul établissement, le directeur de l'école doctorale est nommé par le chef d'établissement après avis de la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu, et du conseil de l'école doctorale.

Lorsqu'une école doctorale relève de plusieurs établissements, les chefs d'établissement désignent conjointement le directeur dans les conditions définies par la convention qui les lie, après avis des commissions de la recherche des conseils académiques, ou des instances qui en tiennent lieu, dans les établissements concernés, et du conseil de l'école doctorale.

Article 7 (différé)

Le directeur de l'école doctorale met en œuvre le programme d'actions de l'école doctorale, et présente chaque année un rapport d'activité devant la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu dans les établissements concernés.

Article 8 (différé)

Chaque chef d'établissement propose à la commission de la recherche du conseil académique ou à l'instance qui en tient lieu l'attribution des financements propres de l'établissement pouvant être alloués aux doctorants inscrits dans l'établissement. Le directeur de l'école doctorale présente

chaque année la liste des doctorants bénéficiaires de financements devant le conseil de l'école doctorale et en informe la commission de la recherche du conseil académique, ou de l'instance qui en tient lieu, dans les établissements concernés.

Article 9 (différé)

Modifié par Arrêté du 1er juillet 2016 - art. 1

Le conseil de l'école doctorale adopte le programme d'actions de l'école doctorale. Il gère, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de l'école doctorale.

Le conseil comprend de douze à vingt-six membres. Soixante pour cent de ses membres sont des représentants des établissements, des unités ou équipes de recherche concernées, dont au moins deux représentants des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens.

Il est complété, à hauteur de 20 % du total des membres du conseil, arrondi s'il y a lieu à l'unité inférieure, par des doctorants élus parmi et par les doctorants inscrits à l'école doctorale ; et pour le reste, sur proposition des membres du conseil de l'école doctorale, par des membres extérieurs à l'école doctorale choisis parmi les personnalités qualifiées, dans les domaines scientifiques et dans les secteurs socio-économiques concernés.

Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes. Les règles relatives à l'élection et à la nomination des membres du conseil sont définies suivant des modalités adoptées par le conseil d'administration de l'établissement ou des établissements concernés par l'accréditation.

Titre II : DOCTORAT

Article 10 (différé)

Le doctorat est préparé dans une école doctorale sous la responsabilité des établissements accrédités, au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche reconnue à la suite d'une évaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par d'autres instances dont il valide les procédures, et sous la responsabilité d'un directeur de thèse rattaché à cette école, ou dans le cadre d'une codirection telle que mentionnée à l'article 16 du présent arrêté.

Le doctorat peut être préparé au sein d'une unité ou d'une équipe de recherche en émergence, sur proposition de l'établissement ou des établissements concernés dans le cadre de leur politique scientifique, sur la base d'une évaluation diligentée à cet effet. L'équipe de recherche concernée est rattachée à une école doctorale, après avis du conseil de cette école, sur proposition du ou des chefs d'établissement.

Article 11 (différé)

L'inscription en première année de doctorat est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse et du directeur de l'unité ou de l'équipe de recherche sur la qualité du projet et les conditions de sa réalisation. Elle vaut admission aux formations dispensées par l'école doctorale.

Pour être inscrit en doctorat, le candidat doit être titulaire d'un diplôme national de master ou d'un autre diplôme conférant le grade de master, à l'issue d'un parcours de formation ou d'une expérience professionnelle établissant son aptitude à la recherche.

Si cette condition de diplôme n'est pas remplie, le chef d'établissement peut, par dérogation et sur

proposition du conseil de l'école doctorale, inscrire en doctorat des personnes ayant effectué des études d'un niveau équivalent ou bénéficiant de la validation des acquis de l'expérience prévue à l'article L. 613-5 du code de l'éducation. La liste des bénéficiaires de ces mesures est présentée chaque année au conseil de l'école doctorale et à la commission de la recherche du conseil académique, ou à l'instance qui en tient lieu dans l'établissement concerné.

L'inscription est renouvelée au début de chaque année universitaire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse et, à partir de la troisième inscription, du comité de suivi individuel du doctorant. En cas de non-renouvellement envisagé, après avis du directeur de thèse, l'avis motivé est notifié au doctorant par le directeur de l'école doctorale. Un deuxième avis peut être demandé par le doctorant auprès de la commission recherche du conseil académique ou de l'instance qui en tient lieu, dans l'établissement concerné. La décision de non-renouvellement est prise par le chef d'établissement, qui notifie celle-ci au doctorant.

Lors de l'inscription annuelle en doctorat, le directeur de l'école doctorale vérifie que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant et de préparation de la thèse.

Durant le déroulement de ses travaux de recherche, le doctorant est intégré à l'unité ou à l'équipe de recherche qui l'accueille et qui contribue à son accompagnement pendant sa formation. Ses travaux sont valorisés dans ce cadre.

Article 12 (différé)

Sous la responsabilité des établissements accrédités, l'école doctorale fixe les conditions de suivi et d'encadrement des doctorants par une charte du doctorat dont elle définit les termes. Cette charte prévoit notamment les modalités de recours à une médiation en cas de conflit entre le doctorant et son directeur de thèse et l'engagement du doctorant à répondre à toute demande d'information relative à son insertion et à son parcours professionnel à l'issue du doctorat. Cette charte est approuvée par le directeur de l'école doctorale, le directeur de l'unité ou de l'équipe de recherche d'accueil, le ou les directeurs de thèse. Elle est signée par le doctorant et le directeur de thèse lors de sa première inscription.

Prise en application de cette charte, une convention de formation, signée par le directeur de thèse et par le doctorant, indique les dénominations de l'établissement d'inscription du doctorant, de l'école doctorale et de l'unité ou de l'équipe de recherche d'accueil ; elle mentionne également le ou les noms du ou des directeurs de thèse, du directeur de l'unité ou de l'équipe d'accueil, du doctorant ainsi que les droits et devoirs des parties en présence.

Cette convention de formation mentionne le sujet du doctorat et la spécialité du diplôme, le cas échéant les conditions de financement du doctorant, ainsi que les éléments suivants :

1° Si le doctorat est mené à temps complet ou à temps partiel ; dans ce cas est précisé le statut professionnel du doctorant ;

2° Le calendrier du projet de recherche ;

3° Les modalités d'encadrement, de suivi de la formation et d'avancement des recherches du doctorant ;

4° Les conditions matérielles de réalisation du projet de recherche et, le cas échéant, les conditions de sécurité spécifiques ;

5° Les modalités d'intégration dans l'unité ou l'équipe de recherche ;

6° Le projet professionnel du doctorant ;

7° Le parcours individuel de formation en lien avec ce projet personnel ;

8° Les objectifs de valorisation des travaux de recherche du doctorant : diffusion, publication et confidentialité, droit à la propriété intellectuelle selon le champ du programme de doctorat.

La convention de formation du doctorant prend en compte les autres conventions existantes. Elle peut être modifiée en tant que de besoin, lors des réinscriptions par accord signé entre les parties. L'établissement d'inscription est le garant de sa mise en œuvre.

Article 13 (différé)

Un comité de suivi individuel du doctorant veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et la convention de formation. Il évalue, dans un entretien avec le doctorant, les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l'entretien au directeur de l'école doctorale, au doctorant et au directeur de thèse.

Il veille notamment à prévenir toute forme de conflit, de discrimination ou de harcèlement.

Les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement de ce comité sont fixées par le conseil de l'école doctorale. Les membres de ce comité ne participent pas à la direction du travail du doctorant.

Article 14 (différé)

La préparation du doctorat, au sein de l'école doctorale, s'effectue en règle générale en trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche. Dans les autres cas, la durée de préparation du doctorat peut être au plus de six ans.

La durée de la formation doctorale du doctorant en situation de handicap peut être prolongée par le chef d'établissement sur demande motivée du doctorant.

Si le doctorant a bénéficié d'un congé de maternité, de paternité, d'un congé d'accueil de l'enfant ou d'adoption, d'un congé parental, d'un congé de maladie d'une durée supérieure à quatre mois consécutifs ou d'un congé d'une durée au moins égale à deux mois faisant suite à un accident de travail, la durée de la préparation du doctorat est prolongée si l'intéressé en formule la demande.

Des prolongations annuelles peuvent être accordées à titre dérogatoire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de thèse et après avis du comité de suivi et du directeur d'école doctorale, sur demande motivée du doctorant. La liste des bénéficiaires de ces dérogations est présentée chaque année au conseil de l'école doctorale et transmise à la commission de la recherche du conseil académique ou à l'instance qui en tient lieu dans les établissements concernés.

A titre exceptionnel, sur demande motivée du doctorant, une période de césure insécable d'une durée maximale d'une année peut intervenir une seule fois, par décision du chef d'établissement où est inscrit le doctorant, après accord de l'employeur, le cas échéant, et avis du directeur de thèse et du directeur de l'école doctorale. Durant cette période, le doctorant suspend temporairement sa formation et son travail de recherche, mais peut demeurer inscrit, s'il le souhaite, au sein de son établissement. Cette période n'est pas comptabilisée dans la durée de la thèse. L'établissement garantit au doctorant qui suspend sa scolarité son inscription au sein de la formation doctorale à la fin de la période de césure.

Article 15 (différé)

Au cours de leur cursus, les doctorants suivent des programmes de formation définis au 2° de l'article 3 du présent arrêté.

Une formation à la pédagogie est dispensée lorsqu'elle concourt à l'activité ou au projet professionnel du doctorant.

Un portfolio du doctorant comprenant la liste individualisée de toutes les activités du doctorant durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique ou transfert de technologie, et valorisant les compétences qu'il a développées pendant la préparation du doctorat, est réalisé. Il est mis à jour régulièrement par le doctorant.

Article 16 (différé)

- Modifié par Arrêté du 1er juillet 2016 - art. 1

Le doctorant est placé sous le contrôle et la responsabilité d'un directeur de thèse. La direction scientifique du projet doctoral peut être éventuellement assurée conjointement avec un codirecteur. Lorsque la codirection est assurée par une personne du monde socio-économique qui n'appartient pas au monde universitaire, le nombre de codirecteurs peut être porté à deux.

Les fonctions de directeur ou de codirecteur de thèse peuvent être exercées :

1° Par les professeurs et personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 pour les disciplines de santé, ou par des enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère de l'enseignement supérieur, par les personnels des établissements d'enseignement supérieur, des organismes publics de recherche et des fondations de recherche, titulaires d'une habilitation à diriger des recherches ;

2° Par d'autres personnalités, titulaires d'un doctorat, choisies en raison de leur compétence scientifique par le chef d'établissement, sur proposition du directeur de l'école doctorale et après avis de la commission de la recherche du conseil académique ou de l'instance en tenant lieu dans l'établissement d'inscription.

La direction de la thèse peut également être assurée sous forme de codirection instaurée par convention entre un ou deux directeurs de thèse répondant aux conditions fixées ci-dessus et une personne du monde socio-économique reconnue pour ses compétences dans le domaine. La proposition de codirection est soumise à la décision du chef de l'établissement accrédité, sur proposition du directeur de l'école doctorale. Dans ce cas, les doctorants sont placés sous la responsabilité conjointe des codirecteurs de thèse.

Le conseil de l'école doctorale fixe le nombre maximum de doctorants encadrés par un directeur de thèse en tenant compte des contraintes liées aux disciplines, notamment les disciplines rares.

Article 17 (différé)

L'autorisation de soutenir une thèse est accordée par le chef d'établissement, après avis du directeur de l'école doctorale, sur proposition du directeur de thèse.

Les travaux du doctorant sont préalablement examinés par au moins deux rapporteurs désignés par le chef d'établissement, habilités à diriger des recherches ou appartenant à l'une des catégories mentionnées au 1° et au 2° de l'article 16 du présent arrêté, sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse.

Dans le cas de travaux impliquant des personnes du monde socio-économique qui n'appartiennent pas au monde universitaire, un troisième rapporteur, reconnu pour ses compétences dans le domaine, peut être désigné sur proposition du directeur de l'école doctorale, après avis du directeur de thèse.

Sauf si le champ disciplinaire ou le contenu des travaux ne le permettent pas, les deux rapporteurs sont extérieurs à l'école doctorale et à l'établissement du doctorant. Ils peuvent appartenir à des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche étrangers ou à d'autres organismes étrangers.

Les rapporteurs n'ont pas d'implication dans le travail du doctorant.

Les rapporteurs font connaître, au moins quatorze jours avant la date prévue pour la soutenance, leur avis par des rapports écrits ; sur cette base, le chef d'établissement autorise la soutenance. Ces rapports sont communiqués au jury et au doctorant avant la soutenance.

Article 18 (différé)

Le jury de thèse est désigné par le chef d'établissement après avis du directeur de l'école doctorale et du directeur de thèse. Le nombre des membres du jury est compris entre quatre et huit. Il est composé au moins pour moitié de personnalités françaises ou étrangères, extérieures à l'école doctorale et à l'établissement d'inscription du doctorant et choisies en raison de leur compétence scientifique ou professionnelle dans le champ de recherche concerné, sous réserve des dispositions relatives à la cotutelle internationale de thèse définies au titre III du présent arrêté.

Sa composition doit permettre une représentation équilibrée des femmes et des hommes. La moitié du jury au moins doit être composée de professeurs ou personnels assimilés au sens de l'article 6 du décret n° 92-70 relatif au Conseil national des universités et de l'article 5 du décret n° 87-31 pour les disciplines de santé, ou d'enseignants de rang équivalent qui ne relèvent pas du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Les membres du jury désignent parmi eux un président et, le cas échéant, un rapporteur de soutenance. Le président doit être un professeur ou assimilé ou un enseignant de rang équivalent.

Le directeur de thèse participe au jury, mais ne prend pas part à la décision. Lorsque plusieurs établissements sont accrédités à délivrer conjointement le doctorat, le jury est désigné par les chefs des établissements concernés dans les conditions fixées par la convention mentionnée à l'article 5 du présent arrêté.

Article 19 (différé)

La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le chef d'établissement si le sujet de la thèse présente un caractère de confidentialité avéré.

Avant la soutenance, le résumé de la thèse est diffusé à l'intérieur de l'établissement ou des établissements bénéficiant d'une accréditation conjointe.

Dans le cadre de ses délibérations, le jury apprécie la qualité des travaux du doctorant, leur caractère novateur, l'aptitude du doctorant à les situer dans leur contexte scientifique ainsi que ses qualités d'exposition. Le jury peut demander des corrections conformément à l'article 24 du présent arrêté. Lorsque les travaux correspondent à une recherche collective, la part personnelle de chaque doctorant est appréciée par un mémoire qu'il rédige et présente individuellement au jury.

A titre exceptionnel, et à l'exception de son président, les membres du jury peuvent participer à la soutenance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale et satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la transmission continue et simultanée des débats.

L'admission ou l'ajournement est prononcé après délibération du jury.

Le président signe le rapport de soutenance, qui est contresigné par l'ensemble des membres du jury présents à la soutenance.

Le rapport de soutenance est communiqué au doctorant dans le mois suivant la soutenance.

Titre III : COTUTELLE

Article 20 (différé)

Afin de développer la dimension internationale des écoles doctorales et la coopération scientifique entre les équipes de recherche françaises et étrangères, et afin de favoriser la mobilité des doctorants, un établissement d'enseignement supérieur français accrédité à délivrer le doctorat peut conclure avec un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur étrangers, bénéficiant dans leur pays des mêmes prérogatives, une convention visant à organiser une cotutelle internationale de thèse.

Les établissements cocontractants sont liés par un principe de réciprocité.

Lorsque les règles applicables aux études doctorales dans les pays concernés sont incompatibles entre elles, les établissements français sont autorisés à déroger aux dispositions du titre II du présent arrêté, dans les conditions définies par la convention de cotutelle.

Article 21 (différé)

La convention peut être soit une convention-cadre accompagnée, pour chaque thèse, d'une convention d'application, soit une convention conclue spécifiquement pour chaque thèse. Les directeurs de thèse et le doctorant signent, pour la thèse concernée, la convention d'application ou, en l'absence de convention-cadre, la convention conclue spécifiquement pour la thèse.

Outre les mentions prévues à l'article D. 613-19 du code de l'éducation concernant les modalités de

formation et les modalités de certification, dans le respect des exigences de qualité requises par le présent arrêté, la convention précise les conditions de l'alternance des périodes de formation dans les pays concernés. Elle détermine les modalités de constitution du jury et d'accompagnement matériel, pédagogique et linguistique des étudiants. Elle précise notamment :

1° L'intitulé de la thèse, le nom du directeur de thèse, de l'étudiant, la dénomination des établissements d'enseignement supérieur contractants et la nature du diplôme préparé ;

2° La langue dans laquelle est rédigée la thèse ; lorsque cette langue n'est pas le français, la rédaction est complétée par un résumé substantiel en langue française ;

3° Les modalités de reconnaissance des activités de formations effectuées dans l'un ou l'autre des établissements d'enseignement supérieur ;

4° Les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans plusieurs établissements simultanément ;

5° Les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d'hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

Article 22 (différé)

Le doctorant effectue ses travaux sous la responsabilité, dans chacun des pays concernés, d'un directeur de thèse qui exerce ses fonctions d'encadrement en collaboration avec le ou les autres directeurs de thèse.

Article 23 (différé)

La thèse donne lieu à une soutenance unique. Conformément aux dispositions de l'article 19 du présent arrêté, le président du jury signe un rapport de soutenance contresigné par les membres du jury.

Le ou les diplômes de doctorat sont délivrés par les autorités académiques habilitées à le faire, sur proposition conforme du jury, après la soutenance de la thèse.

Par dérogation aux dispositions prévues au titre IV du présent arrêté, les modalités de protection du sujet, de dépôt de signalement et de reproduction des thèses, ainsi que celles de la gestion des résultats de recherche communs aux laboratoires impliqués, de leur publication et de leur exploitation, sont arrêtées conformément aux législations spécifiques à chaque pays impliqué dans la préparation de la thèse et précisées par la convention mentionnée à l'article 20 du présent arrêté.

Titre IV : DÉPÔT, SIGNALEMENT, DIFFUSION ET CONSERVATION DES THÈSES OU DES TRAVAUX PRÉSENTÉS

Article 24 (différé)

Le doctorant engagé dans la préparation d'une thèse de doctorat dépose celle-ci un mois avant la date prévue pour la soutenance au service chargé du doctorat de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel celle-ci s'effectue.

Le doctorant fournit sa thèse sous forme numérique selon les prescriptions de l'établissement de soutenance. Il fournit en outre des exemplaires sur support papier destinés aux membres du jury, lorsque ceux-ci en ont exprimé la demande. L'établissement assure alors l'impression de la thèse à partir du support numérique.

La soutenance est conditionnée par la délivrance au président du jury par le service chargé du doctorat d'une attestation du dépôt de la thèse et du bordereau électronique complété, avec le concours du service chargé du doctorat et du service commun de la documentation ou du service interétablissements de coopération documentaire ou de la bibliothèque, comportant un résumé en français et un résumé en anglais ainsi qu'une liste de mots-clés. Il comprend notamment les métadonnées nécessaires à la description, la gestion, la diffusion et l'archivage de la thèse, conformes à la recommandation nationale TEF (thèses électroniques françaises).

Si le jury a demandé l'introduction de corrections dans la thèse, le nouveau docteur dispose d'un délai de trois mois pour déposer sa thèse corrigée sous forme électronique.

Article 25 (différé)

L'établissement de soutenance procède au dépôt de la version validée de la thèse dans ses formats de diffusion et d'archivage, ainsi que du bordereau électronique, dans l'application nationale Star, gérée par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur, qui assure les fonctions suivantes :

1° Enregistrement du dépôt de la version de diffusion et de la version d'archivage de la thèse ainsi que de ses métadonnées ;

2° Signalement dans le catalogue Sudoc ;

3° Attribution d'un identifiant permanent ;

4° Envoi de la version d'archivage, y compris dans le cas d'une thèse non diffusable, au Centre informatique national de l'enseignement supérieur ;

5° Le cas échéant, à la demande de l'établissement, envoi des métadonnées ou de la version de diffusion de la thèse vers les sites désignés par celui-ci.

Sauf si la thèse présente un caractère de confidentialité avéré, sa diffusion est assurée dans l'établissement de soutenance et au sein de l'ensemble de la communauté universitaire. La diffusion en ligne de la thèse au-delà de ce périmètre est subordonnée à l'autorisation de son auteur, sous réserve de l'absence de clause de confidentialité.

Titre V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 26 (différé)

Les écoles doctorales accréditées à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté le restent jusqu'à la prochaine vague d'accréditations de l'établissement dans lequel elles sont constituées.

Article 27 (différé)

Les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 5 juillet 1984 relatif aux études doctorales et l'arrêté du 4 décembre 1984 fixant les mesures transitoires relatives aux inscriptions en doctorat d'Etat sont abrogés à compter du 1er septembre 2018.

Article 28

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 3 septembre 1998 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 11 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 12 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 13 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 6 janvier 2005 - art. 9 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE II : DOCTORAT. (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE Ier : ÉCOLES DOCTORALES. (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 11 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 12 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 13 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 14 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 15 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 16 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 17 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 18 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 19 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 20 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 21 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 22 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 23 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 24 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 25 (VT)

- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 9 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE II : DÉPÔT SUR SUPPORT PAPIER. (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE III : DÉPÔT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE. (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES. (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 11 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 12 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 13 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 7 août 2006 - art. 9 (VT)

Article 29 (différé)

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er septembre 2016.

Article 30 (différé)

La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 25 mai 2016.

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Najat Vallaud-Belkacem

Le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Thierry Mandon